



L'ingénierie démocratique appliquée à l'Irak de l'avant et de l'après-guerre

par Troy DAVIS

Des développements récents dans plusieurs pays (nouvelle élection présidentielle en Ukraine sous la pression populaire, élection présidentielle libre et honnête en Palestine, démission surprise du gouvernement pro-syrien au Liban, demande du Président Mubarak d'amender un article de la Constitution en Egypte, élections municipales en Arabie Saoudite etc.) ont amené des politiciens et commentateurs en faveur de la guerre d'Irak à justifier leur approche martiale de promotion de la démocratie.

Oublions pour l'instant le fait que les gouvernements américain et britannique n'ont pas - en fait - officiellement utilisé l'excuse de la promotion de la démocratie comme justification de la guerre contre l'Irak. On sait que George Bush et Tony Blair l'ont justifiée par des assertions au sujet d'armes de destruction massives qui - à ce jour - n'ont pas pu être prouvées. On connaît la phrase de Paul Wolfowitz qui dit dans Vanity Fair (Juin 2003) que l'argument des ADM fut le seul sur lequel l'administration américaine puisse se mettre d'accord pour des « raisons bureaucratiques ».

Acceptons pour les besoins de ce papier que la promotion de la liberté et de la démocratie ait vraiment été une des motivations principales de la guerre d'Irak (ce fut au moins, à mon avis, la motivation des rares intellectuels Français qui aient soutenu cette intervention armée).

La grande question reste encore « Y-a-t-il d'autres moyens de renverser un régime non-démocratique que par la guerre, et si oui, lesquelles ? ». Cette question peut être posée de manière générale et de manière spécifique pour l'Irak de Saddam Hussein.

J'essayerai d'y répondre en prenant l'Irak comme exemple, en présentant une alternative basée sur un « théorème » géopolitique en contradiction avec le système dominant, et une nouvelle méthode - l'ingénierie démocratique¹ - qui reste d'une aide précieuse pour formuler une politique pour l'essor d'une démocratie optimale en Irak (même et surtout après les élections de janvier 2005).

Cette question peut aussi être posée de la manière suivante : « Aurait-on pu atteindre le même résultat qu'aujourd'hui, et - a fortiori - faire mieux, sans le gâchis de dizaines de milliers de morts et de centaines de milliards de dollars dépensés? » Autrement dit, si on adopte une attitude rationnelle, il n'est pas suffisant de dire « Voyez, cette guerre a quand même eu des effets bénéfiques », comme les "pro-guerre" le font sans comparer les coûts et les alternatives.

En tant que politicien ou citoyen responsable, il faut se poser la question des coûts et bénéfices des solutions alternatives non mises en oeuvre (en terme économique anglophone "opportunity cost"). Il est indéniable que la guerre a eu quelques conséquences positives en plus des négatives, mais aurait-on pu atteindre les mêmes conséquences favorables et - de surcroît - réduire les défavorables, à moindre coût humain et financier ?

Quand on pose la question de manière directe, la réponse semble - intuitivement - évidente : « Bien sûr, il existe d'autres moyens plus efficaces que la guerre de promouvoir la démocratie ou renverser un dictateur ». Pourtant la réponse n'était pas claire avant la guerre, et ne l'est toujours pas aujourd'hui puisqu'on voit les "pro-guerre" se moquer des "anti-guerre" en prétendant que ces derniers sont maintenant bien embarrassés du succès apparent (même relatif) de la stratégie des néo-conservateurs américains.

Et les "anti-guerre" en 2005 ne disent rien de plus que ce que l'on entendait en 2002, c'est-à-dire une politique qui, comme un tic obsessionnel, met l'ONU au centre de toute action, sans réfléchir aux contradictions inhérentes en ce qui concerne la promotion de la démocratie² ; une politique qui, in fine, revenait à protéger Saddam (avant la guerre), ou revient à condamner les braves ONUsiens et autres humanitaires à se faire tuer (après la guerre).

Les arguments des "anti-guerre" sont surtout du type « Mais pourquoi Saddam et pas les autres, et pourquoi à ce moment-là et pas à un autre ? » Evidemment, les justifications des Etats-Unis sont arbitraires et révèlent un narcissisme politique dû au réveil brutal, le 11 septembre 2001, d'un rêve d'immunité absolue aux effets d'un système mondial semi-chaotique fondamentalement basé sur la loi de la jungle³.

Mais les "anti-guerre", sous le prétexte qu'ils n'ont pas trouvé de méthode de promotion de la démocratie, préfèrent s'en remettre à un ordre mondial arbitraire qui perpétue les dictatures partout. Leur argument est l'équivalent moral de ceux qui diraient « On ne va rien faire contre la criminalité parce qu'il est impossible d'attraper tous les criminels ». On voit que cet argument n'est pas valable.

Mais cela veut-il dire que le Président Bush avait raison ? Pas du tout. Cela ne serait le cas que si nous acceptons une vision binaire du monde, un monde où on serait soit pour la liberté et la guerre, soit pour la paix et les dictateurs. Cette version manichéenne propagée par les "pro-guerre" n'a jamais été intellectuellement démenti de manière convaincante par les "anti-guerre", qui n'ont pas proposé de scénarios plausibles pour se débarrasser de Saddam Hussein sans guerre préventive.

La géopolitique n'est pas nécessairement binaire et il existait au moins un scénario plausible qui aurait permis de se débarrasser de Saddam Hussein, bien que cela soit impossible à prouver a posteriori. Ce qui est plus intéressant, est que ce scénario, a été construit à l'aide d'une démarche rigoureuse, en utilisant très peu de principes fondamentaux (ou si l'on veut d'axiomes arbitraires), et en utilisant une méthode de résolution de problèmes quasi-scientifique baptisé « ingénierie démocratique ».

La puissance de cette théorie et de cette méthode est démontrée par le fait que le résultat auquel on arrive pour le cas d'avant-guerre (que j'ai élaboré en septembre 2002) est utilisable dans l'état en 2005.

ELECTIONS ET GUERRE CIVILE ?

On connaît l'amateurisme des forces occupantes, de M. Bremer et des plus grands experts américains en démocratie, des changements de cap et de stratégie incessants. Ces changements incessants étaient

dûs à l'absence - ce qui demeure vrai à ce jour - de compréhension profonde de la situation et du manque d'une théorie d'ingénierie démocratique. C'est pourquoi les élections étaient un pari très risqué qui aurait facilement pu - et pourrait encore facilement - créer plus de problèmes qu'en résoudre en faisant un « arrêt sur image » d'une situation politique injuste.

La vue de millions d'Irakiens allant aux urnes (ce qui a été répété comme argument massue de justification de la guerre) n'était pas surprenante pour quiconque comprend la psychologie humaine et un peu l'Irak, et ne doit pas cacher les insuffisances de ce scrutin et les plaintes, nombreuses et détaillées, des Turcs, Syriens, etc.

Ce qui pour l'instant sauve l'Irak d'une guerre civile est à mettre au crédit non pas de la vision de M. Bush et de la dextérité politique des Américains, mais plutôt du crédit dont bénéficie l'idée de démocratie et de légitimité auprès des Irakiens (ce que les "pro-guerre" ont toujours affirmé et ce en quoi ils avaient raison), de la retenue politique extraordinaire des chiites (et surtout de l'Ayatollah Al-Sistani) et de l'attitude de l'Iran qui voit d'un bon œil un Irak unifié et démocratique.

Mais la maladresse des occupants et l'absence de processus intelligent de négociation d'un contrat social et constitutionnel fondamental du peuple irakien, a comme conséquence concrète que la condition du retrait des troupes étrangères (la stabilité) est impossible à remplir.

Un exemple concret est la myopie des Kurdes dont les avantages politiques dépendent directement de leur statut d'alliés privilégiés des Etats-Unis, et qui - selon les Turcs - en ont tellement abusé que seule la présence américaine empêcherait un bain de sang.

LES PRINCIPES "AXIOMATIQUES" FONDAMENTAUX

L'ingénierie démocratique en tant que telle, n'est qu'un outil, une démarche scientifique, qui peut être bien ou mal utilisée, comme on peut être un bon ou un mauvais ingénieur civil ou électronicien. Il faut distinguer entre les principes internes à l'ingénierie démocratique, et les principes fondamentaux politiques ("axiomatiques" et donc arbitraires) sur lesquels on se base. Les principes internes sont similaires à ceux de n'importe quelle ingénierie⁴.

La technique de l'ingénierie démocratique est indépendante des principes que l'on utilise mais le succès de la méthode dépend aussi des principes "axiomatiques".

J'utilise deux principes "axiomatiques" qui sont brièvement:

1. *la souveraineté politique appartient au peuple*
2. *tous les êtres humains sont égaux en dignité humaine et en droits.*

Ces principes sont bien connus (le deuxième est un abrégé de l'Article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme) et pourtant l'ordre mondial actuel est basé sur leur contraire. Il est important de comprendre que ces principes sont totalement arbitraires. On aurait pu choisir, comme cela a été le cas à 95% dans l'Histoire, de dire que la souveraineté politique appartient aux monarques et que les êtres humains sont divisés en races inférieures et supérieures.

QUEL AURAIT ÉTÉ L'IDÉAL ?

Comment dans le cas de l'Irak se débarrasser de Saddam Hussein ? Voyons d'abord quel aurait été le cas idéal pour ensuite essayer de trouver un moyen d'y arriver. Idéalement, Saddam Hussein aurait perdu le pouvoir sans guerre, et un gouvernement démocratique transitoire aurait immédiatement pris la succession et organisé un processus politique pour que le peuple irakien puisse surmonter le traumatisme de décennies de guerre, de dictature, d'embargo, etc. (en incluant un procès public de Saddam pour établir la vérité)⁵.

On se rappelle qu'avant la guerre, les espoirs les plus irréalistes avaient été nourris, qu'un proche de Saddam le tuerait, ou qu'il irait en exil intérieur ou extérieur sous les pressions conjuguées occidentales et arabes⁶. Ces hypothèses faisaient fi des précautions et de la psychologie de Saddam et violaient le premier principe cité ci-dessus (que nos actions doivent être basées sur le principe de la souveraineté du peuple, pas sur celui de l'arbitraire des puissants).

Mais supposons que Saddam ait été tué ou ait choisi de partir, qui l'aurait remplacé ? Quelles garanties y aurait-il eu que l'Irak devienne démocratique et que Saddam ne soit pas simplement remplacé par un

autre dictateur, un peu plus « souple » peut-être envers les Etats-Unis mais tout aussi meurtrier pour son peuple ?

La clé pour trouver une meilleure alternative est d'abord, de bien intégrer dans notre stratégie le fait que Saddam fondamentalement *n'était pas légitime*. Il violait le premier principe. Le soutien effectif de la France et d'autres pays à Saddam n'était pas dû à l'amour d'un dictateur mais à l'amalgame malsain qui associait Saddam à la souveraineté de l'Irak, qui associait *la personne* Saddam Hussein à *l'Etat* de l'Irak, lui-même supposé représenter *le peuple* Irakien. Les diplomates du monde entier, habitués au système mondial (féodal) qui nie la souveraineté des peuples et qui est basé sur l'incarnation des peuples par leurs Chef, identifiait Saddam à l'Irak en tant que nation. En fait, le Roi était nu mais personne n'osait le dire.

La réalité est que la légitimité d'un Etat dans notre système mondial obsolète n'a strictement rien à voir avec sa légitimité interne démocratique, le respect de ces propres citoyens, des droits de l'Homme etc. Un Etat est légitime si d'autres états le reconnaissent diplomatiquement (même si, par ailleurs, c'est une dictature sanglante). Ce fait évident aux diplomates, politiciens et chercheurs, est très surprenant pour le citoyen de base qui prend de plus en plus pour argent comptant les discours des politiciens et des diplomates sur le respect des droits de l'Homme et de la démocratie.

Mais cette dissonance commence à faire réfléchir certains, d'où le débat ces dernières années sur le « droit d'intervention humanitaire », qui devient pour d'autres le « *devoir* d'ingérence humanitaire » ou le « droit de protéger ». Malheureusement, les défenseurs de ces droits restent dans le cadre mondial existant et donc leurs propositions sont bancales car en restant dans l'Ancien Régime mondial, ils ne donnent pas de réponses satisfaisantes aux questions les plus importantes : qui intervient ? Dans quelles conditions ? Comment ? Avec quels moyens ? etc. Car sans source de vraie légitimité mondiale, ces droits sont facilement abusés et deviennent des paravents pour les actions arbitraires des puissants⁷.

Une fois qu'on a intégré l'idée que Saddam n'est pas légitime, le problème est plus simple : il revient à trouver un moyen de séparer Saddam de l'Etat/la nation Irakienne. Car la seule vraie défense de

Saddam contre une attaque était de se cacher derrière d'autres concepts, eux légitimes. Il disait (et on le croyait stupidement) « A travers moi, ils attaquent primo l'Irak/le peuple irakien, secundo, ils attaquent le monde arabe, tertio, le monde musulman, quarto, le tiers-monde en général. »

SÉPARER SADDAM DE SON PARAVENT DE LÉGITIMITÉ

Donc l'esquisse de notre solution idéale devient claire : il fallait concevoir un moyen de séparer Saddam des symboles derrière lesquels il se cachait. Autrement dit, il fallait démontrer à la face du monde que le Roi était bien nu.

Les diplomates savent tous cela mais détestent innover et faire quoi que ce soit qui remette en cause l'ordre mondial dont ils sont tributaires et gardiens. Théoriquement, se débarrasser de Saddam (ou n'importe quel dictateur qui dépend un tant soi peu du monde extérieur) est très simple : il suffit que les diplomaties du monde entier cessent de reconnaître le dictateur en question. Puisque la légitimité d'un Etat ne dépend pas stricto sensu en politique internationale de sa légitimité interne démocratique, si le monde refusait de reconnaître un dictateur, ses jours seraient rapidement comptés.

Dans le cas de l'Irak avec son développement économique avancé, ses relations économiques multiples, ses ministres et ambassadeurs qui ont besoin de voyager, cela aurait marché rapidement. Mais le hic est que la plupart des pays du monde ne sont pas eux-mêmes des démocraties (donc ils ne veulent pas créer un fâcheux précédent qui pourrait se retourner contre eux) et la plupart des grandes démocraties sont schizophrènes, parlant de démocratie chez elles mais tolérant l'intolérable ailleurs.

Bien sûr, le précédent d'une guerre préventive justifié par des informations fausses est beaucoup plus dangereux que de faire basculer des dictateurs sans guerre mais l'ordre mondial n'est pas "normativement" moral.

Dans la pratique, on n'a pas besoin à 100% des autres pays pour que cette démarche (qui est la « bombe nucléaire diplomatique ») fonctionne. Concrètement, si les pays démocratiques "pro" et "anti-

guerre" s'étaient mis d'accord, cela aurait pu marcher. Le vrai problème est d'ordre psychologique plus qu'autre chose, quand des diplomates, même Français, Russes et Chinois « préfèrent » que les Etats-Unis fassent la guerre à l'Irak plutôt que de suggérer un accord pour retirer la reconnaissance diplomatique à un dictateur sanguinaire. Ceci montre la profondeur du problème, quand des personnes extrêmement intelligentes sont tellement conditionnées dans un paradigme spécifique qu'elles ne sont plus capables de suggérer des issues logiques à un problème.

Car si on fait la guerre, on reste dans l'Ancien Régime mondial anarchique (basé sur l'arbitraire des Monarques/Chefs d'Etats), alors que si on commençait à considérer des solutions basées sur la souveraineté des peuples, on remettrait l'ordre mondial lui-même en question.

Donc prenant en compte la myopie des chancelleries incapables de retirer à un dictateur sa reconnaissance diplomatique pour la « raison » insuffisante qu'il assassine ses propres citoyens à grande échelle, nous devons trouver un moyen de les y forcer politiquement.

Comment le faire ? Pour cela, voyons quelles objections potentielles les diplomates nous auraient opposées :

- pourquoi soudainement ne pas reconnaître Saddam Hussein et pas tous les autres dictateurs ? autrement dit, selon quels critères décider quand on reconnaîtra ou pas ? et,
- si on suivait ce conseil, le gouvernement s'effondrerait probablement, et il pourrait y avoir une guerre civile, un bain de sang etc.

La première objection est valable en général et mérite un autre papier, mais c'est là que les "anti" auraient dû être pragmatiques face à une administration américaine idéologiquement arrogante, simpliste, et décidée à faire la guerre coûte que coûte, que cette proposition était mieux qu'une guerre, même si elle n'était pas totalement cohérente.

La deuxième objection est très concrète et nous donne la marche à suivre. Pour que le monde ne reconnaisse plus le gouvernement

illégitime de Saddam, il fallait que le monde ait un choix ; donc il fallait qu'il existe un autre gouvernement irakien *plus légitime* que celui de Saddam. Opérationnellement, la solution revenait au problème de comment créer un deuxième gouvernement irakien qui puisse disputer la palme de la légitimité à celui de Saddam.

LA CRÉATION D'UN GOUVERNEMENT PLUS LÉGITIME

Les circonstances en Irak faisaient qu'il aurait été impossible de créer une alternative gouvernementale dans les territoires que Saddam contrôlait. Donc ce gouvernement ne pouvait être qu'un gouvernement provisoire, transitoire, peut-être en exil mais pratiquement parlant, il aurait pu avoir son siège dans le Nord, protégé par les sorties aériennes américano-britanniques.

Quelles devaient être les caractéristiques de ce gouvernement ? Il devait posséder une légitimité maximale dans les circonstances, et pour cela, il devait bénéficier de la confiance des irakiens (même incapables de s'exprimer librement) et de l'opinion publique mondiale.

Avant de voir comment - concrètement - ce gouvernement aurait pu être créé, ce qui d'ailleurs est de la même manière, dont le gouvernement actuel devrait être créé, imaginons que ce gouvernement existe et voyons comment le monde aurait été différent.

D'abord, ce gouvernement aurait été créé publiquement, c'est-à-dire au vu et su de la planète entière, sous les caméras de télévision de TF1, de la BBC, de CNN, Al-Jazira, Al-Arabiya etc. C'est la condition de sa légitimité publique, et de la confiance politique qu'il doit inspirer. C'est également, un contraste voulu avec l'opacité du « vieux » gouvernement irakien.

Imaginons donc après ce processus public, que le nouveau président (ou les co-présidents selon les décisions de l'assemblée constitutionnelle transitoire) juste après son élection tienne ce discours en direct à l'attention du monde entier : « *Vous venez de voir la naissance d'un gouvernement d'opposition démocratique provisoire de l'Irak. Nous sommes le seul gouvernement légitime de l'Irak et Saddam Hussein n'est plus qu'un simple citoyen qui, s'il refusait de partir maintenant, usurperait la souveraineté du peuple Irakien que nous représentons*

maintenant de manière provisoire. Nous savons que cette représentation est imparfaite mais ceci n'est pas de notre faute puisque l'Irak n'est pas encore libre, et nous promettons aujourd'hui solennellement qu'une fois à Bagdad, nous engagerons un vaste processus démocratique pour rédiger une nouvelle constitution et organiser des élections libres. Aux gouvernements et citoyens du monde, nous demandons de nous reconnaître formellement en tant que seul gouvernement légitime de l'Irak ; à l'ONU, nous demandons de nous donner le siège de l'Irak, et à Saddam Hussein, nous demandons de quitter immédiatement la présidence pour laisser la voie libre au nouveau gouvernement. Nous ne voulons pas la guerre, car c'est notre pays et nos familles qui sont en jeu, et nous voulons tout faire pour l'éviter, mais si Saddam refuse, nous en appellerons au monde entier de nous soutenir pour libérer l'Irak».

Ce discours aurait eu plusieurs effets : il aurait mis sous pression politique les gouvernements du monde entier dont les opinions publiques auraient relayé cette demande de reconnaissance diplomatique. Autant les chancelleries ne l'auraient jamais fait d'elles-mêmes, autant elles ne pourraient refuser de le faire dans ces conditions, surtout quand on se rappelle la profondeur du sentiment anti-guerre en 2002 et 2003.

On voit mal comment l'opinion publique mondiale (qui ne connaît pas les arguties des diplomates) ne se serait pas rangée derrière un gouvernement d'opposition démocratique irakien, surtout si cela pouvait éviter une guerre. Même Bush aurait été embarrassé et les citoyens américains aurait exigé la reconnaissance diplomatique immédiate du nouveau gouvernement. D'ailleurs, les néo-conservateurs ne s'y seraient pas opposés puisqu'en 1998, ils avaient écrit une lettre au Président Clinton lui demandant de soutenir la création d'un gouvernement d'opposition, et que ce sont les diplomates traditionalistes et la CIA qui s'y sont opposés (pour la bonne raison que les néo-conservateurs voulait un gouvernement fantoche dirigé par Ahmed Chalabi).

Mais l'idée de base de créer un gouvernement d'opposition démocratique n'est ni impossible, ni illégale, ni dépourvue de "plausibilité".

Dans le meilleur des cas, le gouvernement de Saddam se serait effondré de lui-même assez rapidement au fur et à mesure de sa perte

de reconnaissance diplomatique. C'est dans ces conditions-là que les suppositions précédemment utopistes d'assassinat par un proche ou d'exil deviennent plus plausibles. Dans le cas d'un assassinat de Saddam, les précautions dont il s'entourait font que personne n'aurait osé, surtout sans assurances quelconque de sa survie physique et politique. Puisqu'un assassin potentiel aurait dû opérer dans le plus grand secret, il n'aurait pas pu espérer vivre longtemps, ni avoir un avenir politique, sans appuis extérieurs⁸. Mais qui donc à l'extérieur pouvait donner une quelconque garantie politique à long terme? Qui sinon un gouvernement irakien possédant une véritable légitimité, seule garantie politique qu'une promesse soit tenue? Ni les Etats-Unis, ni l'UE, ni l'ONU, ni la Ligue Arabe ou aucun autre gouvernement étranger n'aurait pu donner de garantie à un assassin de Saddam.

Imaginons donc une autre partie du discours du nouveau Président irakien : *« A tous ceux autour de Saddam Hussein, je vous rappelle que désormais, il n'est plus président et que vous devez allégeance au nouveau gouvernement. Ceux qui obéiront au nouveau gouvernement ne seront pas poursuivis pour leurs actions dans l'ancien gouvernement; les autres le seront. Je vous donne donc l'ordre formel de coopérer avec nous pour une passation de pouvoir en douceur et sans violence. Si le simple citoyen Saddam Hussein refusait de coopérer, je vous autorise et vous ordonne de le mettre immédiatement aux arrêts. »*

A ce moment-là, Saddam Hussein, connu pour sa paranoïa, son obsession sécuritaire, et sa soif de survie, aurait été piégé. Il n'aurait plus pu faire confiance qu'à très peu de gens, car même si ses proches n'obéissaient pas au nouveau gouvernement, il ne pouvait pas en être totalement sûr et donc se serait isolé de plus en plus, ce qui rendait l'exercice du pouvoir impossible à terme. Le temps aurait donc joué contre Saddam Hussein.

On peut aussi facilement imaginer que des populations entières se soient soulevées, et que l'armée et les services secrets aient suivi en majorité les ordres du nouveau gouvernement. Un phénomène analogue s'est produit en Serbie en 2000, en Ukraine en 2004 et au Liban cette année, quand l'armée et/ou les services secrets n'ont pas suivi des ordres des gouvernements au pouvoir ni réprimé des manifestations populaires.

C'est aussi à ce moment-là que la probabilité que Saddam accepte de quitter le pouvoir avant qu'il ne soit tué aurait été la plus grande. Si le nouveau gouvernement avait dit que Saddam pouvait encore partir en exil, il aurait probablement cherché un asile.

On voit que l'existence même d'une alternative plus légitime au gouvernement de Saddam Hussein aurait changé la donne pour le mieux. Au pire des cas, ce gouvernement n'aurait pas eu le succès escompté mais pourquoi se priver d'une chance réelle de succès ?

Dans le pire des cas, même si le gouvernement n'avait qu'une reconnaissance limitée, et si Saddam continuait à le défier, le nouveau gouvernement aurait lancé un ultimatum direct à Saddam en menaçant d'appeler à l'aide ses alliés. (sous-entendu les Etats-Unis). Si Saddam avait continué à résister, le gouvernement aurait formellement déclaré la guerre à Saddam Hussein (en tant que personne, pas en tant que représentant de l'Irak naturellement) et demandé de l'aide.

On aurait assisté à la même guerre, probablement en encore plus court car la population aurait probablement aidé les Américains qui auraient été là non en tant qu'envahisseurs, mais en tant qu'alliés du gouvernement concurrent irakien. Mais il y aurait eu des différences de taille. Premièrement, cela aurait été une guerre « classique » entre 2 gouvernements se disputant un seul pays, donc pas de guerre préventive, pas de précédent dangereux pouvant être exploité par l'Inde ou le Pakistan l'un contre l'autre, par la Russie contre ses voisins, par la Chine contre Taiwan etc. Donc, cela n'aurait pas été une guerre illégale selon la charte de l'ONU.

Le monde entier aurait applaudi la lutte du nouveau gouvernement et, comble de l'ironie (puisque Bush n'a jamais même publiquement évoqué ce scénario plus favorable alors qu'il aurait dû le faire de la tribune des Nations-Unies), les Américains auraient vraiment été accueillis comme libérateurs comme s'y attendaient naïvement les néo-conservateurs, et donc ils auraient continué à bénéficier du capital mondial de sympathie post-9-11, et au lieu de dépenser \$300 milliards, il s'en seraient sortis à moins de \$100 milliards, probablement \$50 milliards (ou seulement quelques milliards dans le scénario optimal sans guerre).

Deuxièmement, il n'y aurait pas eu d'occupation formelle du tout, puisqu'un gouvernement irakien provisoire existait déjà. Et puisque ce gouvernement aurait évité les énormes erreurs de Paul Bremer et autres, et aurait tout de suite commencé un processus politique de renouveau démocratique national, on aurait donc pas eu la guérilla, ni les problèmes de sécurité, de destruction d'infrastructures, etc.

Bref, au lieu d'avoir des élections bancales en janvier 2005, on aurait eu des élections correctes en janvier 2004 déjà, et on aurait eu les élections sous la nouvelle constitution finalisée en janvier 2005.

N'oublions pas que ce scénario qui semble être trop beau pour être vrai est en fait le *pire* des cas, puisque dans le meilleur des cas, on aurait eu les mêmes résultats mais sans guerre du tout.

LE PROCESSUS DE CRÉATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les scénarios ci-dessus reposent sur le fait que le nouveau gouvernement soit - et soit perçu comme - le gouvernement le plus légitime possible, étant données les circonstances. Comment le créer ?

La méthode de création de ce gouvernement est la même qu'on soit avant ou après la guerre, qu'on soit à Salahuddin en 2002 ou Bagdad en 2005.

L'important est de concevoir un processus démocratique de négociation. Dans tous les cas, on ne peut pas imaginer un processus adéquat si on ne se rend pas compte que ce processus ne doit pas être seulement politique, mais aussi psychologique. Ceci, car le peuple irakien en tant que tel est littéralement traumatisé, par plusieurs guerres, un embargo de 10 ans, par la dictature etc. Si l'Irak doit rester uni et en paix, ceci ne peut se passer que si les irakiens négocient entre eux un nouveau contrat social, civique et politique. Il faut que les irakiens créent un patriotisme constitutionnel, car tout patriotisme traditionnel, donc basé sur une appartenance communautaire quelconque, ne ferait que les diviser⁹. Le fait de ce traumatisme explique aussi la nécessité que ce processus, que j'appelle ingénierie constitutionnelle démocratique, soit conçu de telle manière à permettre une catharsis de masse, pour surmonter les souffrances profondes de millions de personnes.

Si cette catharsis ne s'effectue pas, le résultat final ne sera pas "robuste" et les risques de contestation des personnes et décisions, voire de violence, seront plus grands. Que veux-je dire par un résultat robuste ? Je décris par là un nouveau contrat social de la nation irakienne, qui se traduit : d'une part, par une Constitution à laquelle adhèrent l'extrême majorité des citoyens, et même ceux qui ne seraient pas d'accord avec tous les détails, seraient convaincus que le processus aura été fair-play, et que, donc, on se battra politiquement et non militairement, d'autre part, par des accords politiques solennels pris en ayant le peuple irakien tout entier comme témoin.

Le résultat final sera de toute évidence un compromis, mais comment faire pour qu'un compromis tienne la route, si en plus, le peuple n'a pas fait confiance au processus qui l'a créé ? Si le processus n'est pas public, les pires rumeurs et accusations seront crédibles : un politicien ou un autre serait corrompu ou un agent extérieur.

En un sens, il faut que les délégués constitutionnels qui négocient, le fassent ouvertement et devant le peuple tout entier, donc que les débats soient tous publics, retransmis en direct à la TV, la radio et sur Internet, et sauvegardé pour la postérité. Comme je l'ai dit dans l'article du dernier numéro sur l'ingénierie démocratique appliqué au processus de paix israélo-palestinien, « si les négociations, comme c'est le cas dans la diplomatie, étaient secrètes, elles perdraient tout effet thérapeutique ».

Ceci est donc une caractéristique de l'ingénierie démocratique, elle ne peut se dérouler dans le secret, même si sa préparation initiale peut être confidentielle. Le côté public est la garantie de son intégrité et de la confiance des populations dans le processus.

Concrètement, que l'on parle de la création d'une Constitution provisoire et d'un gouvernement provisoire avant-guerre, ou d'une constitution et d'un gouvernement intérimaire après-guerre, qui prépare des élections à une assemblée constituante finale, on aboutit à la même conclusion : il faut que le processus soit une assemblée nationale "inclusive", qui négocie ouvertement et publiquement, dont la durée soit suffisante pour aller au fond des choses (plusieurs mois).

Pour finir, voici certaines des suggestions concrètes pour l'assemblée constitutionnelle irakienne qui vient de sortir des élections,

au-delà des suggestions générales. Les concepteurs du processus doivent penser comme des chorégraphes politiques, des metteurs en scène qui permettent à la tragédie irakienne de se résoudre par une catharsis politique collective.

Suggestions pour se rapprocher des citoyens :

- ▣ La convention devrait se réunir dans différentes grandes villes, et rester 2 à 3 semaines dans chaque ;
- ▣ La convention devrait consacrer une journée par semaine à l'écoute des citoyens ;
- ▣ Une manière de sélectionner les citoyens qui parleront à la convention serait de permettre à tout citoyen Irakien, à partir de 12 ans, de demander un billet de « loterie constitutionnelle » dans sa mairie, et toute les semaines, le bureau de l'Assemblée choisirait en direct une cinquantaine de personnes à venir parler 5 minutes au maximum devant la convention.

Une chose très importante pour augmenter la sécurité est la communication du processus. Il faut que l'Irak, et le monde entier, sache en détail et à l'avance ce que l'Assemblée compte faire, comment elle compte le faire et pourquoi. Expliquer en détail le pourquoi et le comment d'un processus démocratique, est la meilleure manière de diminuer les violences, même des extrémistes, qui ont besoin de justifications idéologiques basées sur l'idée que ce sont les étrangers, et non les irakiens, qui tirent les ficelles en coulisses. Cette communication est aussi la meilleure manière d'accélérer le départ des troupes étrangères.

C'est là où l'Europe pourrait aider le processus et jouer un rôle constructif dans un Irak qui se construit lui-même. Par exemple, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (qui partage une frontière avec l'Irak) pourrait inviter les conventionnels irakiens et des représentants d'autres communautés sous-représentées (sunnites, Turcs, Syriens...) dans son hémicycle, pour une session d'ouverture hautement symbolique (après l'ouverture officielle à Bagdad).

Ce serait un magnifique symbole de voir les Chefs d'Etats européens, des pays "pro" et "anti-guerre", Chirac, Blair, Schröder et

même Putin, s'adresser à 400 irakiens et irakiennes, sur le lieu même de la réconciliation européenne, sur le lieu où une démocratie commune a finalement rendu la guerre obsolète. Et dans l'esprit d'une réconciliation transatlantique et d'une coopération démocratique pour l'Irak, le Président Bush pourrait suivre les traces, 20 ans plus tard, de son illustre prédécesseur et héros politique : Ronald Reagan qui fit un discours en mai 1985.

CONCLUSION

L'ingénierie démocratique est une méthode qui vise à maximiser la légitimité intrinsèque d'un processus politique quelconque, et qui donc est nécessaire à l'Irak. Autant avant la guerre d'Irak qu'aujourd'hui, elle est utile pour aider à créer ou à renforcer la démocratie, pas une démocratie imposée de l'extérieur, mais une démocratie enracinée localement, négociée directement par les Irakiens eux-mêmes, une démocratie indigène respectueuse des histoires, cultures et traditions.

Troy DAVIS

président de la World Citizen Foundation (New York, www.worldcitizen.org) et de l'Association de soutien à l'École de la Démocratie (Strasbourg, www.ecoledelademocratie.org)



NOTES

- (1) Je définis provisoirement l'ingénierie démocratique comme suit : une démarche scientifique visant à concevoir, inventer et mettre en oeuvre les moyens optimaux pour planifier et organiser les processus démocratiques. Une explication plus détaillée, avec des antécédents historiques, sera donnée dans un *Manuel de la théorie et de la pratique de l'ingénierie démocratique* qui devrait paraître fin 2005.
- (2) les ONUsiens par réflexe font plusieurs erreurs : ils oublient que l'ONU était perçue comme un instrument

d'oppression aux mains des USA à cause de l'embargo, et philosophiquement, ils arguent que l'ONU a la plus grande légitimité internationale qui soit, sans se poser la question de savoir si cette soit-disant légitimité est réelle ou suffisante. Quelquefois, quand on n'a pas d'outil suffisamment performant, mieux vaut ne pas en utiliser de mauvais mais fabriquer ce dont on a besoin sur mesure, ou revenir aux principes premiers et s'y tenir, ce que cet article va démontrer.

- (3)** D'ailleurs les seules vraies justifications avancées par les stratèges et vrais décideurs (Cheney, Wolfowitz, Rumsfeld et Rice) étaient de dire que le monde avait changé le 11-09-2001 et que donc ce qui ne se justifiait pas avant pouvait se justifier après. Une vision arrogante du monde qui place les Etats-Unis au-dessus des habitants de notre jungle commune.
- (4)** Je n'irai pas dans les détails ici car cela nous mènerait trop loin pour cet article, mais je mentionnerai au fur et à mesure certains principes spécifiques à l'ingénierie démocratique qu'on ne trouve pas ailleurs car celle-ci concerne les êtres humains et leur psychologie.
- (5)** Je ne considère pas le cas ultra-idéal : l'alternative utopique selon laquelle Saddam aurait volontairement et sans pression externe organisé des élections libres et laissé le pouvoir à d'autres. Nous nous devons d'examiner ou de concevoir seulement des cas plausibles, même s'ils semblent improbables, pas des illusions. Même si ceci est une affaire d'appréciation. Les connaisseurs de la psychologie de Saddam savent que ceci était impossible.
- (6)** Je parle de la tentative faite par le Ministre des Affaires Etrangères, Sheikh Hamad bin Jassim Al-Thani de convaincre Saddam en août 2002 d'abandonner le pouvoir, ainsi que des déclarations de Rumsfeld que «le monde serait en meilleur état si (Saddam) décidait que c'était son intérêt bien compris de prendre sa famille et de partir».

- (7) Une autre proposition pour résoudre ce problème est de créer une Communauté des démocraties, indépendante de l'ONU - et pouvant même la remplacer - ou de créer un caucus des démocraties à l'ONU même, qui remplacerait le système continental qui mélange démocraties et non-démocraties. Mais ces propositions ne résoudraient pas le problème fondamental de la structure féodale de l'ordre mondial.
- (8) Une mission suicide théoriquement possible était improbable car seules des personnes de très haut rang pouvaient s'approcher de Saddam, donc des personnes voulant survivre.
- (9) Les différentes composantes de l'Irak n'ont pas de "narratif" historique commun profond; il n'existe pas vraiment de mythe fondateur commun, sauf à remonter si loin dans l'Histoire que celle-ci n'ait plus de rapport avec les vivants.

